

avons eu à déplorer quelques faillites plus ou moins désastreuses, et le chiffre de nos pertes a été en proportion de l'augmentation des pertes éprouvées par le commerce.

Les profits nets réalisés ont été moindres que ceux de l'année précédente, mais il ne faut pas de là conclure qu'une baisse matérielle de notre chiffre d'affaires en soit la cause, quoique nos prêts et escomptes comparant avec une diminution de \$80,000,00 nos dépôts qui étaient de \$3,911,638,50 en 1890 sont aujourd'hui de \$3,901,792,73; il est bien vrai qu'une diminution assez forte se constate dans le chiffre de notre circulation, mais cette baisse est en proportion de la diminution qui se fait sentir dans la circulation générale des banques et doit être attribuer au besoin léger de nos campagnes pour l'écoulement des produits.

Quoique le montant de nos bénéfices bruts réalisés n'ait pas été tout à fait aussi considérables que ceux de l'année précédente, ils en ont pas moins excédé 30 pour cent de notre capital, et la baisse qui se constate dans nos profits net, a eu pour cause l'augmentation dans le taux d'intérêt accordé sur les dépôts et l'importance plus considérable de nos pertes.

En somme le résultat de l'exercice que nous vous soumettons quoique n'étant pas à la satisfaction entière de vos directeurs, au point de vue des bénéfices net réalisés, n'indique cependant aucun mouvement rétrograde, et prenant en considération la dépression générale qui a existé sur les affaires, il est satisfaisant de pouvoir démontrer, que comme résultat de nos efforts, le mouvement de progrès et l'agrandissement légitime de nos affaires a été maintenu.

REVUE GÉNÉRALE

L'année 1890 a été pour les intérêts financiers, commerciaux et agricoles de la Province, féconde en déceptions; la stagnation a été générale et la situation qu'elle nous laisse n'a rien de rassurant.

Les rapports des agences commerciales constatent que le total du passif des faillites en 1890 a été de \$8,580,257.83, contre \$6,956,110.26 l'année précédente, ils portent le nombre des faillites à 651 contre 632 en 1889.

La seule conclusion que l'on puisse tirer de ces désastres, c'est que le commerce du pays a été gravement affecté par quelque cause néfaste, car le bilan général des affaires, pris sur l'ensemble des inventaires, ne constate pas un accroissement appréciable de la richesse publique en 1890.

Les principaux éléments de la situation auxquels incombe la plus grande part de responsabilité dans ces faillites sont les suivants, qui se dégagent clairement d'une étude attentive des opérations de l'année,

C'est d'abord la rareté extraordinaire et la cherté des capitaux pendant toute l'année; c'est aussi la dépréciation du prix des grains, et surtout du foin, et enfin, c'est surtout l'adoption en octobre dernier, par le congrès des Etats-Unis d'un nouveau tarif douanier; ce tarif dans le but de protéger les intérêts agricoles des Etats-Unis, ayant imposé sur les produits étrangers des droits prohibitifs qui ont fermé aux plus importants de nos produits agricoles leur débouché habituel à l'étranger.

Ce changement de tarif survenant à une époque où nos cultivateurs depuis nombre d'années étaient habitués à

trouver à leur porte un marché avantageux et tout prêt à absorber le surplus de leur production, était tout-à-fait imprévu et a été désastreux.

Comptant au printemps sur leur marché habituel, nos cultivateurs avaient cultivé leur récolte ordinaire en prévision de ces marchés, et d'en être privé soudainement, les a jetés soudainement dans les angoisses d'une situation difficile et leur a causé des pertes énormes.

Il en est résulté que la plus grande partie de leurs récoltes est encore dans leurs granges déjà encombrées du surplus de la récolte de 1889; que leur foin surtout est sans demande et n'a pas de prix; et que même s'ils pouvaient le vendre, le prix réalisable couvrirait à peine les frais du transport de ce foin au marché.

N'ayant pu vendre notre récolte, nous avons perdu l'usage de millions de piastres qui nous seraient venues de l'étranger en échange de nos produits; les cultivateurs se sont vus obligés de diminuer leurs achats d'autant et le capital circulant en a été d'autant plus rare.

De là la dépression de la propriété rurale la pauvreté des cultivateurs, l'impossibilité où ils ont été de payer même l'intérêt des hypothèques dont leurs terres sont grevées, et un grand nombre d'entre eux n'ayant pu contracter de nouveaux emprunts afin de pouvoir temporairement les assister à traverser cette crise, ont succombé sous la pression de leurs dettes.

Le premier effet de la dépression en affaires a donc été ressenti par le marchand de la campagne, dont la prospérité dépend absolument de celle du cultivateur; de là, la crise s'est étendue à tout le commerce. Elle est la cause du grand nombre de faillites, de la stagnation du commerce de gros, de la difficulté de la collection à la campagne et enfin du marasme général qui affecte tous les genres d'affaires.

Nous sommes forcés d'admettre qu'au bill McKinley incombe la plus grande part de responsabilité dans cette perturbation temporaire de notre commerce et dans la crise que traverse notre agriculture.

Pour nous rendre compte de l'intensité de cette crise et de ces effets sur la production, la consommation, l'activité du commerce, il nous faut examiner la liste des produits exportés et leur valeur.

La valeur des exportations de produits agricoles aux Etats-Unis, pour tout le Canada en 1889, d'après la statistique officielle, a été de neuf millions et un quart. La province d'Ontario figure dans ce total pour une très forte proportion, car ses exportations en orge et en œufs seulement atteignent près de \$800,000.00.

Pour la province de Québec, le principal article d'exportation a été le foin, pour une valeur de \$600,000.00.

Etant donné que le nouveau tarif des Etats-Unis ferme leur marché à nos produits agricoles, C'est une diminution de neuf millions et un quart ou à peu près dans nos exportations, totales, chaque province supportant sa part.

La part de la province de Québec dans cette diminution serait par conséquent de un million de piastres en chiffres ronds, dont \$600,000 représentent à peu près nos exportations de foin.

Eh bien, en supposant que le nouveau tarif mette fin à la culture du foin dans cette province, on se demande par quels moyens nos cultivateurs pourront-ils compenser cette perte et remplacer le revenu annuel de leur foin.

Les moyens d'y arriver sont nombreux

et la compensation est facile et à leur portée.

D'abord pour sortir de la crise actuelle, il leur faut absolument adopter d'autres méthodes de culture, et chercher à produire pour d'autres marchés. Si nos cultivateurs ne font pas ce changement de culture dès ce printemps, il en résultera très probablement des conséquences tout-à-fait désastreuses. L'industrie agricole, comme les autres est sujette à erreur; pour elle, l'excès de production a des conséquences aussi funestes, que pour les manufacturiers. La culture du foin par exemple, a été augmentée à l'excès depuis deux ou trois ans, dans notre province, il en est résulté un énorme excédant de production pour lequel il n'y a pas de demande, ce qui explique la baisse des foin.

Le cultivateur doit donc d'abord régler sa production sur les besoins du marché local qui est son marché le plus naturel et le plus profitable et ensuite adopter son surplus de production aux besoins des marchés étrangers les plus avantageux.

De compter sur les besoins des marchés étrangers pour l'écoulement de la plus grande partie de sa récolte et de négliger absolument le besoin de la consommation locale; sont deux erreurs graves, dans lesquelles les cultivateurs de cette Province semblent être tombés.

Je ne saurais trouver de termes assez sévères pour condamner cette indifférence coupable de nos cultivateurs à l'égard des besoins de notre marché local, qui sont cependant beaucoup plus intimement liés à la prospérité de la Province et au bien être de sa population.

Afin que l'on puisse d'un coup d'œil apprécier les avantages et les bénéfices que nos cultivateurs pourraient tirer de nos marchés locaux en adoptant leur système de culture aux besoins de ces marchés. Je vais donner ici un tableau qui démontrera aussi exactement que possible quels sont les plus importants des produits de la ferme, dont la cité de Montréal a besoin pour sa consommation, et qui indique en même temps d'où elle tire ses produits.

ONTARIO	Poids moyen	Prix moyen approximatif	Total
Bêtes à cornes...	57,580	\$4.00	\$2,303,000 00
Porcs sur pied...	39,330	5.00	378,650 00
Porcs abattus...	105,935	6.50	689,000 00
			\$3,360,650 00
QUEBEC			
Bêtes à cornes...	12,290	\$4.00	\$49,160 00
Porcs...	7,280	5.00	36,400 00
Moutons...	55,916	6.00	335,496 00
			\$381,056 00

Ainsi la cité de Montréal est obligé d'acheter en dehors de la province quatre-vingt-cinq pour cent de la viande qu'elle consomme et le montant qu'elle paie pour cela à des étrangers dépasse \$3,600,000.

Pourquoi ne garderions-nous pas ces capitaux dans notre province; pourquoi priver notre agriculture, notre commerce et nos industries de ce montant pour en faire bénéficier d'autres provinces? Nos cultivateurs viennent de perdre un

marché pour leur foin de \$600,000 par année; voilà l'occasion qui s'offre à eux de s'indemniser de cette perte et de s'assurer une compensation beaucoup plus avantageuse pour notre commerce en général.

Dans le Haut-Canada, on se livre à l'élevage des porcs avec beaucoup de profit; c'est devenu une des plus importantes industries agricoles et l'impulsion donnée à cet élevage a été telle que, dans l'espace d'un an ces porcs ont complètement supplanté les porcs américains sur le marché de Montréal. En 1889, Montréal a importé 49,000 porcs américains, et en 1890 l'importation s'est réduite à peu près à zéro.

Qui voudra prétendre que nos cultivateurs ne sont pas capables d'élever des porcs, du bétails, en quantité suffisante pour les besoins de notre cité?

Pour l'excédant de notre production, l'Angleterre a un marché tout prêt pour nos cultivateurs, c'ils veulent seulement se familiariser avec les conditions et les besoins de ce marché.

Le commerce de bestiaux du Canada prend de très grandes proportions et continuera probablement à augmenter d'importance d'ici à quelques années; le tableau qui suit sera donc intéressant d'autant plus qu'il démontre que nous n'avons pas notre part dans ce commerce important de nos exportations et qu'il nous faudrait donner à ce sujet notre plus sérieuse attention.

Bestiaux exportés	pois, lbs
Du Nord-Ouest.....	8,300 1,000 à 1,300
D'Ontario.....	112,333 900 à 1,400
De Québec, Cantons de l'Est.....	2,500 1,100 à 1,400
Moutons exportés	
D'Ontario.....	42,172 150 à 200
De Québec.....	1,200 100 à 130

Nos produits laitiers sont en grande demande sur les marchés étrangers qui peuvent absorber tout ce que nous pourrions produire et même beaucoup plus. Il s'est fait un mouvement de progrès dans cette direction, mais ce mouvement n'a pas encore donné tout ce qu'on en attendait, et cette province n'en retire point les bénéfices qu'elle devait en retirer, vu la facilité offerte à l'écoulement de ces produits.

Il m'a semblé utile de toucher ici à ces questions à cause de l'influence qu'elles peuvent avoir sur l'avenir.

Le remède spécifique à la stagnation des affaires se trouve entre les mains des cultivateurs et il est du devoir de tout homme d'affaires de tâcher de leur faire comprendre où est ce remède et comment s'en servir. On a souvent préconisé la culture mixte; c'est la seule culture dont l'adoption générale pourra tirer nos cultivateurs de la situation alarmante où ils se trouvent. Le mode de culture qu'ils suivent actuellement par routine ne leur donne aucun profit, et c'est ce qui rend notre agriculture malade et fait périliter notre commerce et notre industrie.

LA PERSPECTIVE

L'exercice de 1890 se termine dans des conditions peu satisfaisantes; un regard jeté sur le passé nous rappelle peu de souvenirs agréables et l'avenir ne semble pas nous promettre une prompte reprise de l'activité commerciale et industrielle; partout on constate des symptômes de malaise; mais il ne faut pas cependant, se hâter de conclure que le pays marche à la ruine. Ce serait une grave erreur, car, si l'on examine avec soin la situation générale du commerce, on constate qu'ell